

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 09/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOTILIA

ZI de Grézan
BP 4008
30000 Nîmes

Références : 2023-02-137
Code AIOT : 0006603886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 dans l'établissement NOTILIA implanté 1284, chemin du Mas des Sorbier ZI de Grézan BP 4008 30000 Nîmes. L'inspection a été annoncée le 12/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOTILIA
- 1284, chemin du Mas des Sorbier ZI de Grézan BP 4008 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006603886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine, créée à Nîmes en 1865 et qui fabriquait à l'origine du savon, est aujourd'hui spécialisée dans la production d'une gamme de produits d'entretien pour les particuliers et professionnels. Des produits ménagers et d'entretien (white spirit, détergents, savons, eau de javel, etc..) sont formulés, conditionnés et expédiés par la société NOTILIA depuis cette usine de Nîmes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks – vérification des quantités stockées
- Action nationale liquides inflammables
- Equipements sous pression
- Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
12	Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9 > II.	/	Sans objet
2	Application de l'arrêté ministériel du 03/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	/	Sans objet
3	Application de l'arrêté ministériel du 24/09/20	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1	/	Sans objet
4	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclat...	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 1.2.1	/	Sans objet
5	Interdiction de stockage en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1.1.3	/	Sans objet
6	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
8	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet
10	FDS Respect de ces dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite objet du présent rapport, l'inspection a pu constater que l'exploitant respecte les quantités maximales de produits et substances dangereuses autorisés à être stockés sur son site industriel. De plus, l'état des stocks présenté permet une identification rapide des produits suivants leur classement au titre des rubriques ICPE et leur mention de dangers. Il est cependant nécessaire de faire progresser cet outil pour qu'il réponde parfaitement à la prescription relative à l'état des stocks de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015.

Concernant la thématique équipements sous pression (ESP), depuis la précédente visite d'inspection sur cette thématique l'exploitant a amélioré ses outils de suivi des équipements.

L'inspection note cependant que la liste des équipements présents sur le site comporte des erreurs, et que certains ESP mis en service récemment n'ont pas été déclaré à l'administration via LUNE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent point II sont applicables à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Constats : Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté son logiciel de gestion des stocks présents sur le site.</p> <p>Cet état des stocks mentionne la nature et la quantité des substances, produits et matières présents sur le site et les emplacements de stockage. Pour les matières dangereuses cet état des stocks précise les mentions de dangers de chaque produit ainsi que la rubrique ICPE associée (4331, 4510, 4511, 4741) le cas échéant.</p> <p>Cet état des stocks ne fait cependant pas apparaître les déchets présents sur site (limités à une cuve de 5 m3 pour les produits liquides) et ne présente pas par famille les autres matières combustibles présentes.</p> <p>L'exploitant a cependant présenté l'outil d'extraction des stocks mis en place sur son autre site dans le Loiret : une extraction des stocks est réalisée chaque soir et édite un document présentant</p>

les quantités stockées, par rubrique ICPE, directement localisées sur un plan de l'usine avec, dans la suite du document, un descriptif par bâtiment des substances, produits, matières stockées. L'accès à ce document se fait via un QR code mis à disposition des services de secours dans une boîte "pompiers" sécurisée à l'entrée du site industriel.

L'exploitant prévoit de dupliquer ce mode d'accès à l'état des stocks pour son site de Nîmes courant de l'année 2023. L'exploitant inclut donc les déchets présents sur site et reproduira le classement des produits combustibles autres selon les mêmes typologies de famille (bois, carton, plastique).

Concernant le second objectif de l'état des stocks qui doit servir à l'information du public, l'exploitant dispose de l'ensemble des informations nécessaires à l'élaboration de cet état sous forme synthétique sans que le modèle de cet état des stocks n'ait été réalisé. L'exploitant est invité à mettre en place cet état des stocks synthétique et vulgarisé devant servir à l'information du public en cas d'accident.

L'état des stocks est actualisé quotidiennement et un inventaire physique trimestriel est réalisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Application de l'arrêté ministériel du 03/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</p> <p>Constats : Selon l'état des stocks présenté, aucune substance et aucun mélange dangereux présentant une mention de danger H224 n'est présent sur le site.</p> <p>Aucun produit vrac ne présente la mention de danger H225 sur le site (seuls des petits contenants le sont). Enfin, pour les produits présentant une mention de danger H226 stockés en vrac, seul le White Spirit pouvant être stocké dans deux cuves de 30 m3 soit 60 m3 maximum possède cette mention de danger.</p> <p>Par ailleurs, les seuls déchets liquides pouvant contenir des liquides inflammables (mais qui sont dilués car provenant des rinçage des lignes d'embouteillage) sont stockés dans une unique cuve de volume maximal de 5 m3.</p> <p>Les quantités susceptibles d'être présentes sur site en stockage vrac sont donc bien inférieures à 1000 tonnes. Les installations ne sont donc pas soumises à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Application de l'arrêté ministériel du 24/09/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres</p>

rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

Constats : Selon l'état des stocks présenté lors de l'inspection, l'exploitant ne dispose pas sur site de produits ayant une mention de danger H224.

Pour les produits possédant les mentions de dangers H225 et H226, l'extraction de l'état des stocks montre que le jour de l'inspection ces produits sont présents en contenants fusibles en quantité totale de 129 tonnes (99,7 tonnes de produits H225 et 29,3 tonnes de produits H226).

L'exploitant dispose donc sur son site de produits ayant les mentions de dangers H225, H226 en contenants fusibles stockés en quantité supérieure à 100 tonnes.

Les installations exploitées sont donc soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif aux stockages de liquides inflammables en petits contenants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 1.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

- Rubrique 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 : Fosse enterrées : 8 cuves de 30 m³ : 240 m³ Bâtiment F : bouteilles et bidons palettisés et rangés sur racks de liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie : 330 m³ Bâtiments C et E : 1 fût parfum savon : 1 x 200 litres 5 fûts additifs (parfums eau déminéralisée, détergents...) : 5 x 20 litres
Quantité maximale : 570, 3 m³ soit 484,8 t- 4510 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë ou chronique 1
Quantité totale : 70 tonnes- 4511 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2
Quantité totale : 47,8 t- 4741 : Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].
Déclaration : 20 à 200 tonnes
Autorisation : Supérieur à 200 tonnes

Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté une extraction de son état des stocks au matin même permettant de constater les quantités stockées par rubrique ICPE :

4331 : 359 tonnes (484,8 tonnes autorisées)

4510 : 51,04 tonnes (70 tonnes autorisées)

4511 : 15,73 tonnes (47,8 tonnes autorisées)

4741 : 16,35 (seuil de la déclaration à 20 tonnes)

De plus, l'exploitant actualise en permanence son calcul de la règle des cumul seveso pour les produits dangereux pour l'environnement. Le jour de l'inspection ce coefficient est à 0,74 (seuil à 1).

L'exploitant respecte les quantités maximales autorisées sur son site tout en maintenant le coefficient de la règle des cumul SEVESO en deçà de 1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Interdiction de stockage en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.-Interdiction de stockage en contenants fusibles A.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.
Constats : L'exploitant ne stocke pas de liquides inflammables de catégorie 1 sur son site. De plus, les liquides inflammables présents sur le site sont soit stockés en cuve métallique enterrée pour les matières premières, soit en petits contenants plastiques de 250 mL à 20L, soit en contenant métallique de capacité plus importante. L'exploitant n'est donc pas concerné par cette disposition.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des équipements sous pression présents sur son site, établie avec l'aide de l'APAVE et actualisée le 2 février 2023. Cette liste mentionne pour chaque équipement le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. Dans cette liste, il est constaté que trois réservoirs de compresseur mis en place sur le site en 2020-2021 font référence à des dates pour les prochaines requalifications et inspections qui sont erronées. En effet, le tableau indique par exemple pour l'un des équipements que la précédente requalification a été réalisée le 22/12/2020 et la mise en service le 01/03/2021. La date de la prochaine requalification est donc fixée au 01/03/2031 et la prochaine inspection au 01/03/2024 alors que les dates retenues devraient être 22/12/2030 et 22/12/2023. De plus, concernant le réservoir LAPESA n°396 la dernière inspection périodique a été réalisée en 2021 et la prochaine est programmée en 2023 alors que la périodicité de contrôle définie est de 48 mois. L'exploitant est invité à corriger ces anomalies sous un délai d'un mois et à transmettre le fichier corrigé à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : Les plaques d'identification ont été contrôlées pour les équipements Chaudière vapeur GARIONI NAVAL - 12 bar - 1416 litres - n°690.08A et réservoir LAPESA - 16 bar - 5000 litres - n°LP080395. Ces vérifications n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : FDS Respect de ces dispositions

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH : FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : Lors de la présente visite, l'inspection a consulté les fiche de données de sécurité des produits suivants : - White spirit sans odeur (fiche de donnée de sécurité produite par NOTILIA), - SPIRDANE D40 (fiche de donnée fournie par TOTAL). Ces deux fiches de données de sécurité sont récentes et comprennent les 16 rubriques réglementaires ainsi que les pictogrammes et les mentions de danger. L'inspection a également consulté la fiche de donnée de sécurité du produit "nettoyant sol 2D Marina", dont la fiche de donnée de sécurité est également produite par NOTILIA. Les conditions de stockage satisfont aux recommandations de la FDS. De plus, l'inspection constate que la quantité et l'emplacement des stocks est conforme aux données de l'extraction de l'état des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La déclaration de mise en service est effectuée par l'exploitant par l'intermédiaire du téléservice : https://lune.application.developpement-durable.gouv.fr . Cette adresse est modifiée par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle. La déclaration comporte : - les principales caractéristiques de l'équipement ; - le nom du fabricant et le pays de fabrication ;

- le numéro de l'organisme notifié le cas échéant ;
- la date de mise en service ;
- les coordonnées de l'exploitant ;
- le lieu d'installation ;
- une copie de la déclaration de conformité délivrée par le fabricant pour l'équipement ou, le cas échéant, pour l'ensemble relevant des dispositions de l'article R. 557-9-2 et auquel appartient l'équipement.

L'exploitant reçoit une preuve de dépôt de sa déclaration.

Constats : L'exploitant n'a pas réalisé la déclaration de mise en service sur le site de télédéclaration LUNE pour les trois réservoirs compresseurs mis en service en 2020-2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale